

Édito

Nos responsables politiques en charge de l'effondrement de l'efficacité du service public ont considéré, sans doute au vu de certaines études et sondages évoquant le ressenti des agents de notre administration, qu'il était temps de faire une « pause » dans les restructurations à la DGFIP.

Leurs nerfs le claquent à chaque occasion lors de quasiment toutes les réunions des instances officielles du dialogue social.

Certes, lorsqu'on se retourne pour constater le nombre des débris encore fumants sur le champ de ruines (suppression d'emplois, de services, de sites, déshumanisation de la relation à l'utilisateur, etc.) il était temps que cesse la torture.

Ne soyons cependant pas dupes de la duplicité des discours et restons attentifs aux termes employés. Une « pause » n'est pas la « fin » des contre-réformes. Chacune et chacun en est bien conscient : nos dirigeants estiment être dans le vrai. Ils sont donc persuadés que les luttes sociales contre leurs projets et leurs conséquences sur le moral des « troupes », ne sont que les gesticulations d'organisations syndicales conservatrices, archaïques, réfractaires à la modernité et incapables de penser le monde et ses évolutions... En d'autres termes, une fois que suffisamment d'eau aura coulé sous les ponts, les agents prendront conscience des bienfaits des restructurations, leur moral remontera ! Et les réformes repartiront de plus belle.

La réalité est que l'agenda de nos dirigeants n'est pas dicté par la recherche de la réponse aux besoins de la population, mais par la destruction de pans entiers des services publics qui restent hors marché. La recherche d'économies pour faire baisser l'endettement public n'est que l'alibi grossier pour l'accomplissement de leur sale besogne.

Sans sursaut populaire de masse des travailleuses et des travailleurs, aucun salut n'est à envisager.

PREMIERS SERVIS

On vous avait dit que la suppression des grands corps de l'État et la mise en place du nouveau statut « d'administrateur de l'État » avaient permis d'augmenter substantiellement la Très Haute Fonction Publique. Parmi les mieux payés de l'administration française, nos cadres sup' sup' ont quand même eu droit à une petite revalorisation du nombre de points d'indice.

Pour ne pas faire de jaloux peut être. On vous laisse découvrir qui est concerné.e : [cliquez-ici](#)

Les Très Petits Fonctionnaires de l'État attendent toujours la revalorisation des grilles



RECU DE L'INFLATION...

... oui, peut-être, mais pas très sensible à la caisse du supermarché.

En septembre le panier moyen de la ménagère (110 € environ) a baissé de 0,26 € et de 1,10 € en octobre.

Petit rappel : en dix-huit mois, il avait augmenté de 20 €.

Ouf! Avec ce substantiel gain, nous pourrions dignement fêter Noël !

Vive le vent, vive le vent, vive le vent d'hiver...

SEM@FOR, C'EST PAS FORT

Nous commençons à avoir un peu de recul sur Sem@for, le portail de la formation professionnelle, et le bilan est globalement négatif. Cette plate-forme est organisée sur le principe de l'autonomie de l'utilisateur et de l'utilisatrice. L'agent.e se débrouille donc pour trouver la formation dont il a besoin.

Premier souci, le moteur de recherche respecte la casse (Majuscule ou minuscule) ce qui complique fortement la recherche. Ensuite, comme souvent aujourd'hui avec nos applications, elle est régulièrement indisponible. L'ergonomie est lamentable, la convocation à imprimer, par exemple, il faut la trouver !! Les services de For Pro se voient dépossédés en grande partie du pilotage de la formation.

Résultat faute de candidat.es, de nombreux stages sont annulés ! Au rythme où vont les choses, nous allons rapidement avoir une « dette de formation » dans notre administration.

Et comme ce dispositif fait porter la responsabilité de sa formation sur l'agent.e, à qui les reproches seront-ils adressés ?



BALANCE TON PROBLEME

Il n'a échappé à personne que nos conditions de travail se dégradent depuis 20 ans. Nous subissons des restructurations incessantes, une politique managériale régressive, des réformes schizophrènes, etc.

Conséquences :

- 6 salarié.es sur 10 pensent que leur état de santé ne leur permettra pas de travailler jusqu'à la retraite ;
- 1 salarié.e sur 2 est en situation de détresse psychologique ;
- 1 salarié.e sur 4 est en situation de burn-out ;
- 9 salarié.es sur 10 espèrent une amélioration de leurs conditions de travail.

Si vous, ou quelqu'un dans votre service, vit une situation de difficultés, de détresse, de stress, de harcèlement, etc, n'oubliez pas, une solution s'impose : la fiche de signalement.

Pas de fiche de signalement = pas de problème.

N'hésitez pas à contacter vos représentants des personnels qui seront en capacité de vous assister.



TRAVESTISSEMENT PUTASSIER ?

Dans le dernier numéro d' e-Fip, que personne ne lit, à part les syndicalistes et les collègues préparant le concours, on assiste à un nouveau florilège autour de l'attractivité. Au cas présent, on y voit un bel exercice de relookage de notre administration avec des intitulés de postes aussi ronflant que complètement à côté de la plaque. Adieu la référence à la catégorie (agent, contrôleur ou inspecteur) trop connotée « Statut de la fonction publique ». Place au « Manager d'une équipe de fiscalité », au « Manager d'une équipe de comptabilité », à « l'expert-conseil en finances publiques locales » ou au « Chargé du contrôle fiscal ». Cette façon de réécrire l'histoire n'est pas que risible, elle prépare la prochaine phase de la liquidation de la Fonction Publique que devrait bientôt annoncer Stanislas Guérini. Les mots sont importants, le statut aussi !

J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques

>> ICI <<

Contacts mail cgt.ddfip24@dgfip.finances.gouv.fr